

# La grande récession des années 2012-2014 : les socialistes européens à l'épreuve des égoïsmes nationaux

Pierre-Alain Muet, député PS de Lyon

*Article publié dans la Revue socialiste n° 60 « Situation du socialisme européen », Novembre 2015*

Huit ans après le déclenchement de la crise financière, alors que les Etats-Unis sont sortis depuis plusieurs années de la récession, l'Europe, au terme d'une longue récession dont le seul précédent est la déflation des années 30, retrouve à peine le niveau de PIB par tête qui prévalait avant la crise de 2008.

Comment en est-on arrivé là ? Comment les rares partis sociaux-démocrates au pouvoir ont-ils pu conduire des politiques aussi en décalage avec leur histoire, au point dans certains pays de disparaître presque de l'échiquier politique. Comment surtout alors que les principes de solidarité sont plus que jamais la vraie réponse à la crise, ont-ils été à ce point oubliés dans les politiques économiques des nations européennes.

Me penchant sur ces années de crise à l'occasion de ce numéro de la Revue Socialiste, je ne peux m'empêcher de penser à la vision prémonitrice de Jacques Delors lors des échanges que nous avons régulièrement autour de Martine Aubry lors de la primaire socialiste, à l'automne 2011. Le monde sortait alors de la profonde récession de 2009 et la croissance semblait repartie dans tous les pays à des taux relativement satisfaisants. « Pierre-Alain, me dit Jacques Delors, vous devriez reprendre l'analyse que vous aviez faite du déficit de croissance en Europe dans le premier numéro de la Fondation Notre Europe, elle risque d'être à nouveau malheureusement d'actualité ». Dans cette étude, publiée en avril 1997, j'expliquais que la persistance du chômage en Europe résultait de l'incapacité des nations européennes à mettre en place des politiques coopératives pour sortir rapidement des phases de ralentissement économique et j'en concluait que « réaliser un grand marché sans avancer dans la construction politique de l'Europe c'était faire de notre continent un bateau ivre ».

Dans l'euphorie d'une campagne présidentielle par nature centrée sur la politique nationale, la question européenne passa naturellement au second plan et la Gauche attendait que la reprise s'accélére pour rattraper la croissance potentielle. Il n'en fut rien. Les égoïsmes nationaux qu'une union monétaire régie par les seules règles de bonne gestion budgétaire n'a jamais pu endiguer, allaient conduire à la pire récession depuis la seconde guerre mondiale, touchant notamment le cœur de l'union européenne : la zone euro.

## **L'Europe : de la crise financière à la déflation**

Par son ampleur, ses racines et ses conséquences, la crise qui a éclaté en 2008 est comparable à celle de 1929. Elles sont l'une et l'autre l'aboutissement des deux grandes phases de mondialisation et de dérégulation financière qui les ont précédées. Elles sont nées toutes les deux des dérives incontrôlées de la finance et d'une explosion des inégalités qui ont nourri une croissance artificielle fondée sur des exigences de rentabilité incompatibles avec l'économie réelle.

La pression constante sur les salaires, résultant de ces exigences de rentabilité, a profondément creusé les inégalités entre les revenus salariaux modestes qui stagnaient et les revenus élevés qui explosaient, conduisant à une formidable accumulation de la richesse au sein d'une petite minorité de la population.

D'un côté, l'endettement des ménages modestes se substituait à la hausse des salaires pour maintenir la progression de la demande, alimentant une croissance artificielle fondée sur l'endettement. De l'autre, la dérive des hautes rémunérations alimentait des prises de risque insensées, entretenues par la multiplication d'innovations financières, qui ont conduit à une envolée des prix des actifs jusqu'à ce que tout s'effondre lorsque les anticipations des marchés se sont retournées.

Contrairement à la crise de 1929, les gouvernements ont su éteindre l'incendie financier et éviter des faillites bancaires par une injection massive de fonds publics, transférant les dettes des banques aux Etats. Ils ont su aussi prendre des mesures de relance dans tous les pays en 2009 pour éviter l'effondrement massif de la demande. Mais, comme dans les années 30, la crise née aux Etats-Unis a produit ses effets les plus désastreux en Europe. En laissant planer des doutes sur la solidarité qui les unissait, les dirigeants européens ont transformé le sauvetage de la Grèce en une crise généralisée de la zone euro.

Impuissante pendant plusieurs années à prendre les mesures susceptibles d'enrayer les attaques spéculatives affectant certains de ses membres, corsetée dans des règles budgétaires et des principes de politique économique d'un autre âge, l'Europe s'est infligé une cure d'austérité dont le principal impact aura été un effondrement massif de la production et de l'emploi et la plus longue récession qu'ait connue l'Europe depuis la seconde guerre mondiale.

La réponse pertinente à la crise était une politique mettant en œuvre une véritable régulation financière à travers une séparation des activités bancaires, la réduction des inégalités par l'impôt et une action forte, nationale et européenne, en faveur de l'emploi et de l'investissement pour sortir de la récession. D'une certaine façon c'étaient les axes de la politique que mit en œuvre Roosevelt dans les années 30 et dont la généralisation, après la seconde guerre mondiale contribua à la longue période de stabilité financière et de prospérité de l'après-guerre.

Mais il fallait pour cela sortir du dogme néolibéral qui domine le continent européen et a abouti aux politiques absurdes d'austérité qui enfoncèrent l'Europe dans la dépression. Le discours du Bourget, avec ses accents Rooseveltiens et les 60 propositions qui l'accompagnaient était une réponse pertinente à la crise. Mais faute de réussir à influencer les politiques européennes, la politique économique de la France finit par se fondre dans la pensée unique européenne traduisant l'incapacité de notre continent à penser et plus encore à bâtir une politique macroéconomique pertinente à la bonne échelle : celle de l'Union monétaire.

### **Egoïsme nationaux, récession et déflation**

Au sortir de la récession de 2009 tous les pays européens ou presque étaient confrontés à un creusement des déficits publics et une augmentation de la dette auxquels s'ajoutait un déficit de compétitivité chronique de la moitié des pays de la zone Euro. En appliquant un cocktail de politique économique fait de coupes massives dans les dépenses publiques et de baisse de coût du travail, qui peut être efficace quand un pays est seul à le faire, mais conduit à des catastrophes quand tous les le pratiquent, l'Europe s'est

enfoncee dans la récession et la déflation ; une réplique à 80 ans de distance des politiques déflationnistes des années 30.

Lorsqu'un pays est seul à pratiquer une réduction des dépenses publiques, l'effet récessif est en partie compensé par la croissance des partenaires, de sorte que les recettes fiscales ne se réduisent pas trop et que le résultat final est bien une baisse du déficit public. Mais quand tout le monde le fait, tout particulièrement dans une situation où la croissance est limitée par la demande, l'effet dépressif est tellement élevé que les pertes de recettes compensent les coupes dans les dépenses et le déficit ne se réduit pas. Le seul résultat est d'accentuer la récession.

C'est la même chose du côté des coûts salariaux. Un pays peut effectivement redresser sa compétitivité en baissant ses coûts salariaux, mais il améliore sa situation en compliquant celle de ses partenaires. Si tout le monde fait la même chose en Europe, le résultat est nul sur la compétitivité intra-européenne ; il ne reste que la baisse généralisée des prix c'est-à-dire la déflation ! Quant à l'effet sur la compétitivité de l'ensemble de l'Europe, il aurait pu être obtenu sans déflation (et l'a été de fait à partir de 2014) par une dévaluation de l'Euro.

Le résultat est que l'on rate les 3 cibles que l'on se fixait : le chômage augmente, le déficit public ne se réduit pas, l'impact sur le déficit extérieur est très faible et comme on n'a ni croissance ni inflation, la dette explose. C'est la réplique 80 ans plus tard de ce qui s'était déjà passé dans les années 30.

La politique de Schroeder est parfois citée exemple – étrange référence quand on sait dans quel état il a laissé la Gauche allemande et le modèle social allemand ! Mais lorsqu'il engagea des réformes de ce type pour redresser la compétitivité allemande, l'Europe était dans une phase de croissance et il se garda bien de réduire simultanément les déficits. Il laissa même l'Allemagne pour la première fois 3 années de suite avec un déficit excessif (2003-2005) que ses successeurs réduiront heureusement avant le déclenchement de la crise. Si l'Allemagne a moins souffert de la crise c'est qu'ayant réduit ses déficits avant, elle n'a pas eu besoin d'appliquer des politiques d'austérité pour revenir dans les clous après.

### **La négation des valeurs fondatrices de l'Europe**

Il ne faut guère s'étonner que les peuples se détournent de l'Europe et que montent partout les nationalismes. Ce qui s'est passé ces dernières années sur notre continent est la négation même de ce qu'a été la construction européenne. Les contraintes imposées à la Grèce par la Troïka ont été aussi absurdes que les réparations demandées à l'Allemagne lors du Traité de Versailles. La leçon a été retenue par les alliés après la seconde guerre mondiale : au lieu d'accabler le pays vaincu, ils lui ont tendu la main et c'est au contraire une Europe de la solidarité qui est sortie des décombres de la seconde guerre mondiale. Une solidarité qui est allé jusqu'à effacer 60% de la dette allemande lors de la conférence de Londres de février 1953 pour permettre à l'Allemagne de l'Ouest de se redresser.

Comment accepter que l'Europe qui a su tirer vers le haut pendant des décennies tous les pays qui l'ont rejoint ait fait l'inverse au cours des 3 dernières années. Quand l'Espagne et le Portugal sont entrés dans l'Union européenne, beaucoup craignaient que la concurrence salariale tire les salaires des pays les plus développés vers le bas ou engendre de fortes délocalisations. Cela se serait sans doute produit si l'Europe n'avait été qu'un grand marché. Mais il y a avait heureusement les mécanismes de solidarité comme les

fonds structurels qui ont favorisé l'investissement et la modernisation des nouveaux entrants de sorte que la convergence s'est faite vers le haut.

La caractéristique des politiques d'austérité budgétaire ou de compétitivité par la baisse du coût salarial est d'être non coopératives, au sens où elles n'améliorent la situation d'un pays qu'en détériorant celles des autres. Alors que c'est l'inverse pour les politiques de relance de la demande ou de stimulation de l'offre par l'innovation qui profitent également au partenaire en diffusant la hausse de demande ou l'innovation. Là où les politiques coopératives génèrent un ajustement vers le haut, les politiques non coopératives engendrent un ajustement vers le bas. On pouvait penser qu'après les déflations des années 30, l'Europe serait définitivement guérie des politiques non coopératives. Mais la bêtise de la pensée unique qui a dominé l'Europe dans la dernière décennie s'est avéré malheureusement sans limite. Et surtout, en l'absence d'un pouvoir fédéral digne de ce nom ce que ne fut jamais la commission Barroso, les égoïsmes nationaux l'emportent toujours sur la solidarité.

### **Une perspective plus favorable**

Quand des nations sont incapables de prendre en main leur destin commun c'est la conjonction favorable des astres qui permet parfois de sortir d'une récession. C'est ce qui s'est heureusement produit avec la baisse des prix du pétrole qui a desserré les contraintes sur les politiques budgétaires et permis des politiques globalement neutre en 2015 à l'échelle de l'Union. A cela s'est ajouté la politique intelligente d'assouplissement quantitatif de la BCE, la dépréciation de l'euro et le plan d'investissement de la nouvelle Commission, qui, même s'il reste modeste au regard des besoins d'investissement et de croissance, traduit un changement plus favorable dans l'orientation des politiques européennes.

Si nous voulons éviter qu'un ajustement vers le bas se reproduise, il faut proscrire des politiques non coopératives en privilégiant des politiques de compétitivité par l'innovation qui bénéficient à tous ; mettre en place des salaires minima différenciés par pays pour lier le progrès social et les gains de productivité et développer les mécanismes de solidarité qui font cruellement défaut à l'union monétaire. Il faut enfin que l'Europe redevienne un espace de solidarité et non un grand marché mettant les Etats en concurrence les uns contre les autres.

Cela est d'autant plus nécessaire que l'Europe à 28 est constituée majoritairement aujourd'hui de petits pays pour lesquels des stratégies non coopératives au sein d'un grand marché sont plus efficaces que la participation à des projets coopératifs. Il ne suffit pas de s'accorder au sein du PSE sur un diagnostic pertinent pour que celui-ci ait des chances d'aboutir. Depuis 2012 le diagnostic annuel des 3 instituts (OFCE, IMK, ECLM)<sup>1</sup> a régulièrement alimenté les réflexions des réunions du PSE et du groupe des socialistes et démocrates du parlement européen consacrées à la politique économique. Il montrait, dès 2012, le risque de récession qui s'amorçait dans l'Union en raison de la généralisation des politiques d'austérité puis soulignait dans les années suivantes le risque déflationniste auquel était confrontée la zone euro. Cela n'a guère influencé les politiques économiques nationales y compris dans les Etats de l'union où les partis membres du PSE étaient au pouvoir.

---

<sup>1</sup> Independant Annual Growth Survey (IAGS) publié chaque année par l'OFCE, l'institut IMK de la fondation Hans Boeckler et l'institut ECLM (Economic Council of the Labour Movement).

La véritable réponse passe par un changement institutionnel qui donnerait vraiment sa place à une politique économique digne de ce nom à l'échelle où elle est vraiment efficace, celle de l'Union monétaire.

**Mais surtout, ne nous trompons pas d'époque.** La modernité du socialisme ce n'est pas le social-libéralisme. Ce n'est pas d'adapter notre idéal de solidarité à une mondialisation libérale qui a échoué. Car ce sont les inégalités qui ont engendré les dérives financières qui ont conduit à la crise financière et ce sont les égoïsmes nationaux qui ont conduit à la crise de la zone Euro. Alors n'ayons pas peur de ce que nous sommes. Car le principe de solidarité que nous, socialistes et socio-démocrates, portons depuis toujours est la seule et vraie réponse à la crise.